

## Permanence de l'**histoire** et renouveau politique au Sénégal

Parmi les incertitudes qui pèsent sur l'avenir du Sénégal après le départ volontaire en retraite du président Senghor figure en bonne place l'attitude de l'Islam. Appréhension d'autant plus légitime que la présence musulmane est de plus en plus visible dans le pays et que les deux confréries les plus puissantes localement n'ont jamais cessé de jouer un rôle politique de premier plan.

Entre quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-dix pour cent de la population sénégalaise sont acquis à l'islam. Le seul véritable îlot de résistance animiste se trouve dans la région du Niokolo-Koba, à proximité de la frontière guinéenne, où vivent les tribus bassari. Quant aux chrétiens, qui représentent cinq à sept pour cent de la population totale, ils sont essentiellement localisés en Casamance, province située au sud de la Gambie qui coupe pratiquement le Sénégal en deux : en pays sérère, près de Joal, ville natale de l'ancien président ; et sur la Petite Côte, région touristique qui se développe autour de Fadiouth. Pour être complet, il faut y ajouter les familles métisses de Saint-Louis, ancienne capitale du Sénégal, et de Gorée, ainsi que certains éléments de la colonie libanaise. Mais les commerçants d'origine libanaise installés dans la presqu'île du Cap-Vert sont en majorité musulmans, et le spectacle des boutiquiers égrenant leur chapelet d'ambre sur le seuil de leur échoppe appartient au décor de la vie quotidienne dakaroise.

L'ensemble du territoire sénégalais se couvre de mosquées, construites en partie avec l'aide fournie par les pays arabes, mais surtout avec le concours bénévole des Sénégalais eux-mêmes. Dans beaucoup de villages où l'on ne trouve que de simples paillotes aux toits de chaume, s'élèvent des bâtiments en béton. Les parpaings sont fabriqués par les talibés - équivalents musulmans des catéchistes catholiques - et les paysans fournissent gratuitement la main-d'oeuvre nécessaire ; *"On se trouve en présence d'un élan mystique comparable à celui qui poussa les foules de l'Europe médiévale à construire monastères et cathédrales"*, nous dit à ce sujet un coopérant, professeur d'arabe, qui souligne le caractère relativement récent du phénomène.

A Dakar même, au centre de la ville, dans le quartier de la rue Blanchot et de la rue de Bayeux, aux abords de la vieille mosquée, il faut, à 14 heures, le vendredi, à l'heure de la grande prière, enjamber quatre ou cinq rangs de fidèles alignés sur chaque trottoir si l'on souhaite reprendre sa voiture laissée en stationnement. Les mendiants, qui font partie intégrante de la société musulmane, sont de plus en plus nombreux à assaillir les touristes, non seulement à proximité immédiate des grands hôtels de l'agglomération dakaroise, mais à peu près à travers tout le pays.

*"Diadeuf Serigne Touba"* ("Merci grand chef de Touba"), proclame le badge qu'arbore fièrement le jeune planton qui balaie avec application le perron de la préfecture de Fatick, dans le bassin arachidier du Sine-Saloum. Et, au voyageur qui s'étonne de cette petite manifestation du culte de la personnalité dans le domaine religieux, le préfet explique : *"Pour celui qui appartient à la confrérie des mourides, le marabout passe avant Dieu même. Si le marabout entrait ici, le planton se jetterait au sol, face contre terre, pour le saluer."*

### **L'ancien président Senghor et les musulmans**

NI l'ancien président Senghor ni ceux qui militent dans les rangs de l'opposition contre lui n'ont jamais négligé l'islam confrérique et ses marabouts. Bien que catholique, l'ancien chef de l'Etat n'a jamais sous-estimé la force politique considérable que représente l'islam sénégalais. Il a atteint le sommet de sa carrière politique en misant sur le paysannat alors que son principal rival, le vieil Ahmadou Lamine-Guèye, s'appuyait sur les citadins. Or les marabouts vivent étroitement au contact, pour ne pas dire aux dépens, du monde rural. C'est une des raisons pour lesquelles, empruntant la voie tracée par l'ancienne administration coloniale, il a utilisé les marabouts comme de véritables grands électeurs.

De leur côté, les chefs des grandes confréries religieuses sénégalaises - mouride, tidjane, quadriya, layène, niassène - appréciaient en M. Léopold Senghor à la fois l'homme qui leur dispensait un certain nombre de biens matériels, mais aussi le spiritualiste, le croyant, sans oublier l'"homme fort", c'est-à-dire celui qui est à la fois le chef et le dispensateur de tout bien.

Certes, quelques marabouts multipliaient les critiques à l'encontre de M. Senghor. Ils l'accusaient moins d'être chrétien que de favoriser ses coreligionnaires. Par référence à Mgr Hyacinthe Thiandoum, archevêque de Dakar, ils allaient répétant qu'il privilégiait "les gens de Thiandoum", qu'il faisait trop largement place aux chrétiens au sein de son gouvernement, qu'il était trop généreux avec l'enseignement confessionnel.

Les rapports entre le Sénégal et le Saint-Siège, très développés à l'époque du président Senghor, exaspéraient également certains marabouts. En fait, si le gouvernement de Dakar fut l'un des premiers en Afrique à nouer des relations diplomatiques avec le Vatican, c'est essentiellement pour des motifs propres à l'ancien président. Celui-ci voulait, en effet, se réconcilier avec l'Eglise catholique par rapport à laquelle il s'était placé en situation irrégulière à la suite de son divorce d'avec Geneviève Eboué, dont il avait eu deux enfants.

Ayant engagé une procédure en annulation de cette première union auprès du tribunal de la Sainte Rote, M. Léopold Sedar Senghor obtint gain de cause en 1979. Marié civilement pendant plus de vingt ans, il put, en septembre 1979, à la nonciature apostolique de Dakar, faire célébrer son mariage religieux avec Colette Hubert. Cependant, contrairement à l'ancien président Maurice Yameogo de Haute-Volta, qui qualifiait son pays de *"fille aînée de l'Eglise en Afrique noire"*, M. Senghor ne s'est jamais bercé d'illusions, gardant parfaitement conscience de l'étroitesse de sa marge de manoeuvre au Sénégal pour tout ce qui touchait aux problèmes religieux.

C'est ainsi qu'après avoir songé un moment à proposer à Jean-Paul II de faire étape à Dakar, lors de sa tournée africaine du printemps 1980, le chef de l'Etat sénégalais y renonça. L'idée même d'une simple escale technique fut abandonnée, pour des raisons financières certes, mais également pour éviter de fournir à certains groupes de pression islamiques prétexte à des manifestations de xénophobie ou de fanatisme religieux.

Hier encore qualifié d'"islam paisible", d'"autre islam", l'islam sénégalais est aujourd'hui en pleine mutation. Même si la révolution islamique n'a encore trouvé que fort peu de zéloteurs, l'onde de choc de l'"effet Khomeiny" n'en est pas moins déjà perceptible. Au-delà du phénomène éphémère que constitua en 1979 l'agitation entretenue à Kaolack par le marabout Ahmed Khalifa Niassé, précisément surnommé sans grande nuance de respect l'"ayatollah de

Kaolak" un moment réfugié en Libye et arrêté le mois dernier au Niger, le renouveau politique de l'islam sénégalais est général.

L'attitude de l'opposition à l'égard des confréries n'est pas étrangère à cette évolution. Désireux de gagner à leur cause tous ceux qui étaient en mesure de les aider dans leurs efforts pour renverser le régime et pour préparer l'"après-senghorisme", beaucoup d'opposants n'ont pas hésité à rechercher une véritable alliance contre nature avec les marabouts. Ainsi, l'ancien président Mamadou Dia, qui, lorsqu'il était chef du gouvernement, mit au pas les confréries, a totalement changé de politique, essentiellement par considération tactique, pour utiliser cette force potentielle.

En février 1980, lorsque mourut à Dakar, à l'âge de plus de cent treize ans. El Hadj Sidi Nourou Tall, petit-fils du grand conquérant malinké El Hadj Omar qui s'était opposé à la conquête coloniale française, *Andé Sopi* ("En avant"), journal de Mamadou Dia, partit en guerre contre le gouvernement en ces termes : *"Le pouvoir s'est précipité pour exploiter cet événement. On était en droit de s'attendre à plus d'égards de la part d'un pouvoir qui lui doit beaucoup, et dont on se rappelle qu'il avait décrété des deuils nationaux pour André Pëytavin et Emile Badiane..."* (1).

*"A chaque fois que l'opposition a voulu utiliser l'islam, ce fut un échec"*, nous dit M. Habib Thiem, aujourd'hui premier ministre, qui nous rappelle les anciens déboires d'Ahmadou Lamine-Guèye dans ses controverses avec M. Senghor, puis ceux, plus récents, de M. Mamadou Dia. On ne peut toutefois nier que l'islam constitue une des données permanentes de l'**histoire** politique du Sénégal. C'est *Promotion*, organe de l'opposition, qui se qualifie lui-même de "journal objectif" (sic) dans son bandeau de présentation, qui écrit (2) : *"Il n'en reste pas moins que le président Senghor entretient avec les marabouts des rapports privilégiés particulièrement suivis, car l'enjeu politique du Sénégal est entre les mains de ces derniers. Nul militant P.S. ne pourrait, n'oserait même, nous démentir à dire que, sans le soutien effectif des chefs religieux, aucun régime au Sénégal ne saurait s'imposer à la nation..."*

Leader du Mouvement républicain sénégalais (M.R.S.), Me Boubacar Guèye (qui a déposé les statuts de son parti en juillet 1977, mais dont l'existence légale n'a été reconnue qu'en février 1979) a été crédité - par ses adversaires politiques - d'un projet de création d'une "République islamique". S'il admet volontiers être le leader d'un "*parti de droite*", il se défend en revanche de tout projet de ce genre parce qu' "*anticonstitutionnel, comme tout ce qui est basé sur l'ethnie et la religion*". Mais il insiste : *"La religion est la préoccupation essentielle des Sénégalais. Elle est inséparable de notre vie quotidienne, donc de notre vie politique... Je ne suis ni mouride, ni tidjane, ni quadriya ; je suis musulman orthodoxe. C'est pourquoi le M.R.S. a intégré la religion à son programme..."*

### **Tidjanes et mourides.**

NUMERIQUEMENT, ce sont les tidjanes qui constituent le groupe le plus important. On estime leur nombre à environ un million et demi, ce qui signifierait que près d'un Sénégalais sur quatre est tidjane - comme le président Abdou Diouf lui-même. Ils sont particulièrement nombreux dans la presqu'île du Cap-Vert, dans la région de Thès, à Tivaouane, leur ville

sainte où réside El Hadj Abdoul Sy, leur calife général, à Kaolack, important centre de traite de l'arachide.

Créée en Mauritanie, il y a un siècle et demi, la secte des tidjanes a beaucoup essaimé durant l'époque coloniale et gagne encore aujourd'hui de nombreux adeptes. La commémoration annuelle de la fête du Mouloud - naissance du Prophète - est l'occasion d'un grand rassemblement (le gamou), à Tivaouane. Curieusement, le calife général se défend de tout esprit de compétition à l'égard des mourides. Bien plus, il insiste à dessein sur l'unité de l'islam lorsqu'on l'interroge sur ce qui fait la spécificité des croyances de ses fidèles, et affirme se tenir à l'écart de la politique.

Moins nombreux que les tidjanes, les mourides n'en occupent pas moins une place capitale sur l'échiquier politique sénégalais. Cette confrérie est en effet originaire du pays, où elle a été fondée par Cheikh Amadou Bamba, auquel les autorités coloniales ont infligé deux exils successifs, lui conférant ainsi l'auréole du martyr.

Sous couvert de religion, les chefs mourides contrôlent pratiquement la plus grande partie de la culture de l'arachide, principale ressource du Sénégal, exerçant un pouvoir à la fois spirituel et temporel qui puise sa force dans la richesse tirée de l'agriculture. M. Abdou Lahad Mbacke, calife général des mourides, est un homme très riche, et beaucoup d'autres marabouts mourides sont dans son cas. Il réside généralement à Touba, véritable capitale culturelle et religieuse du mouridisme, où se tient chaque année le grand *magal*, réunion au cours de laquelle plusieurs centaines de milliers d'adeptes viennent lui rendre hommage.

Porte-parole des petits agriculteurs sénégalais, le calife général des mourides est une puissance politique. Devant ses visiteurs étrangers, il nie cette évidence, aimant à répéter lorsqu'il consent à les recevoir : *"Si cette maison m'appartient vraiment, alors qu'on s'abstienne d'y parler politique..."* Lui aussi refuse de répondre lorsqu'on lui demande ce qui distingue le mouridisme de la secte tidjane et de la secte quadrya, ou plutôt il s'exprime en parabole : *"Regardez cette chambre. Elle possède trois portes. On peut y accéder par celle que l'on veut, mais tous se retrouvent ensemble à l'intérieur..."* Même s'il admet que : *"Celui qui gouverne doit discuter avec moi"*, il proteste aussitôt : *"Je ne regarde qu'en Dieu... Le choix d'un gouvernement n'est pas mon affaire..."*

Tel n'est pas le point de vue de Cheikh Fall, ancien P.-D.G. de la compagnie multinationale Air Afrique, mouride lui-même, auquel la rumeur publique prêta, en 1973, l'intention de renverser M. Senghor. Se considérant toujours "en réserve de la République", il souligne volontiers que les traditions orales mourides insistent sur le fait que, *"à un moment donné, le maître des destinées du Sénégal sera un mouride"*. Sera-t-il celui-là ? Il sourit et l'esquive : *"L'islam sénégalais est raisonnable et attentiste. C'est une force politique réelle qui n'a pas besoin de bruit ni d'éclat pour se manifester. Bamba a dit que le mouridisme serait un jour au pouvoir ici... Ce moment est proche..."*

Contrairement aux tidjanes, et surtout, aux mourides, ni les layènes ni les niassènes, ni la quadriya ne sont encore, à aucun moment, entrés dans l'arène politique. Mais l'évolution en cours à Dakar peut les amener à sortir de leur réserve, comme elle peut inciter certaines personnalités religieuses à faire de même. Les récentes émeutes du Nigéria qui ont causé la mort de plus d'un millier de personnes à Kano, au cours de la deuxième quinzaine de décembre, sont là pour témoigner qu'à tout moment l'islam peut servir de catalyseur à de

brutales explosions de violence. De même, les ingérences libyennes dans nombre d'Etats riverains du Sahara prouvent que le colonel Khadafi songe à utiliser l'islam pour servir certains de ses desseins politiques. C'est du moins ce que perçoivent beaucoup de chefs d'Etat africains qui ont purement et simplement rompu leurs relations diplomatiques avec Tripoli, comme le Sénégal, le Gabon ou la Gambie, ou qui s'opposent pied à pied à toutes les initiatives libyennes dans leurs pays respectifs, tels le Mali, le Niger ou la Mauritanie.

PARMI les incertitudes qui pèsent sur l'avenir du Sénégal après le départ volontaire en retraite du président Senghor figure en bonne place l'attitude de l'Islam. Appréhension d'autant plus légitime que la présence musulmane est de plus en plus visible dans le pays et que les deux confréries les plus puissantes localement n'ont jamais cessé de jouer un rôle politique de premier plan.

Entre quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-dix pour cent de la population sénégalaise sont acquis à l'islam. Le seul véritable îlot de résistance animiste se trouve dans la région du Niokolo-Koba, à proximité de la frontière guinéenne, où vivent les tribus bassari. Quant aux chrétiens, qui représentent cinq à sept pour cent de la population totale, ils sont essentiellement localisés en Casamance, province située au sud de la Gambie qui coupe pratiquement le Sénégal en deux : en pays sérère, près de Joal, ville natale de l'ancien président ; et sur la Petite Côte, région touristique qui se développe autour de Fadiouth. Pour être complet, il faut y ajouter les familles métisses de Saint-Louis, ancienne capitale du Sénégal, et de Gorée, ainsi que certains éléments de la colonie libanaise. Mais les commerçants d'origine libanaise installés dans la presqu'île du Cap-Vert sont en majorité musulmans, et le spectacle des boutiquiers égrenant leur chapelet d'ambre sur le seuil de leur échoppe appartient au décor de la vie quotidienne dakaroise.

L'ensemble du territoire sénégalais se couvre de mosquées, construites en partie avec l'aide fournie par les pays arabes, mais surtout avec le concours bénévole des Sénégalais eux-mêmes. Dans beaucoup de villages où l'on ne trouve que de simples paillotes aux toits de chaume, s'élèvent des bâtiments en béton. Les parpaings sont fabriqués par les talibés - équivalents musulmans des catéchistes catholiques - et les paysans fournissent gratuitement la main-d'oeuvre nécessaire ; *"On se trouve en présence d'un élan mystique comparable à celui qui poussa les foules de l'Europe médiévale à construire monastères et cathédrales"*, nous dit à ce sujet un coopérant, professeur d'arabe, qui souligne le caractère relativement récent du phénomène.

A Dakar même, au centre de la ville, dans le quartier de la rue Blanchot et de la rue de Bayeux, aux abords de la vieille mosquée, il faut, à 14 heures, le vendredi, à l'heure de la grande prière, enjamber quatre ou cinq rangs de fidèles alignés sur chaque trottoir si l'on souhaite reprendre sa voiture laissée en stationnement. Les mendiants, qui font partie intégrante de la société musulmane, sont de plus en plus nombreux à assaillir les touristes, non seulement à proximité immédiate des grands hôtels de l'agglomération dakaroise, mais à peu près à travers tout le pays.

*"Diadeuf Serigne Touba"* ("Merci grand chef de Touba"), proclame le badge qu'arbore fièrement le jeune planton qui balaie avec application le perron de la préfecture de Fatick, dans le bassin arachidier du Sine-Saloum. Et, au voyageur qui s'étonne de cette petite manifestation du culte de la personnalité dans le domaine religieux, le préfet explique : *"Pour*

*celui qui appartient à la confrérie des mourides, le marabout passe avant Dieu même. Si le marabout entrainé ici, le planton se jetterait au sol, face contre terre, pour le saluer.*

## **L'ancien président Senghor et les musulmans**

NI l'ancien président Senghor ni ceux qui militent dans les rangs de l'opposition contre lui n'ont jamais négligé l'islam confrérique et ses marabouts. Bien que catholique, l'ancien chef de l'Etat n'a jamais sous-estimé la force politique considérable que représente l'islam sénégalais. Il a atteint le sommet de sa carrière politique en misant sur le paysannat alors que son principal rival, le vieil Ahmadou Lamine-Guèye, s'appuyait sur les citadins. Or les marabouts vivent étroitement au contact, pour ne pas dire aux dépens, du monde rural. C'est une des raisons pour lesquelles, empruntant la voie tracée par l'ancienne administration coloniale, il a utilisé les marabouts comme de véritables grands électeurs.

De leur côté, les chefs des grandes confréries religieuses sénégalaises - mouride, tidjane, quadriya, layène, niassène - appréciaient en M. Léopold Senghor à la fois l'homme qui leur dispensait un certain nombre de biens matériels, mais aussi le spiritualiste, le croyant, sans oublier l'"homme fort", c'est-à-dire celui qui est à la fois le chef et le dispensateur de tout bien.

Certes, quelques marabouts multipliaient les critiques à l'encontre de M. Senghor. Ils l'accusaient moins d'être chrétien que de favoriser ses coreligionnaires. Par référence à Mgr Hyacinthe Thiandoum, archevêque de Dakar, ils allaient répétant qu'il privilégiait "les gens de Thiandoum", qu'il faisait trop largement place aux chrétiens au sein de son gouvernement, qu'il était trop généreux avec l'enseignement confessionnel.

Les rapports entre le Sénégal et le Saint-Siège, très développés à l'époque du président Senghor, exaspéraient également certains marabouts. En fait, si le gouvernement de Dakar fut l'un des premiers en Afrique à nouer des relations diplomatiques avec le Vatican, c'est essentiellement pour des motifs propres à l'ancien président. Celui-ci voulait, en effet, se réconcilier avec l'Eglise catholique par rapport à laquelle il s'était placé en situation irrégulière à la suite de son divorce d'avec Geneviève Eboué, dont il avait eu deux enfants.

Ayant engagé une procédure en annulation de cette première union auprès du tribunal de la Sainte Rote, M. Léopold Sedar Senghor obtint gain de cause en 1979. Marié civilement pendant plus de vingt ans, il put, en septembre 1979, à la nonciature apostolique de Dakar, faire célébrer son mariage religieux avec Colette Hubert. Cependant, contrairement à l'ancien président Maurice Yameogo de Haute-Volta, qui qualifiait son pays de *"fille aînée de l'Eglise en Afrique noire"*, M. Senghor ne s'est jamais bercé d'illusions, gardant parfaitement conscience de l'étroitesse de sa marge de manoeuvre au Sénégal pour tout ce qui touchait aux problèmes religieux.

C'est ainsi qu'après avoir songé un moment à proposer à Jean-Paul II de faire étape à Dakar, lors de sa tournée africaine du printemps 1980, le chef de l'Etat sénégalais y renonça. L'idée même d'une simple escale technique fut abandonnée, pour des raisons financières certes, mais également pour éviter de fournir à certains groupes de pression islamiques prétexte à des manifestations de xénophobie ou de fanatisme religieux.

Hier encore qualifié d'"islam paisible", d'"autre islam", l'islam sénégalais est aujourd'hui en pleine mutation. Même si la révolution islamique n'a encore trouvé que fort peu de zéloteurs, l'onde de choc de l'"effet Khomeiny" n'en est pas moins déjà perceptible. Au-delà du phénomène éphémère que constitua en 1979 l'agitation entretenue à Kaolack par le marabout Ahmed Khalifa Niassé, précisément surnommé sans grande nuance de respect l'"ayatollah de Kaolack" un moment réfugié en Libye et arrêté le mois dernier au Niger, le renouveau politique de l'islam sénégalais est général.

L'attitude de l'opposition à l'égard des confréries n'est pas étrangère à cette évolution. Désireux de gagner à leur cause tous ceux qui étaient en mesure de les aider dans leurs efforts pour renverser le régime et pour préparer l'"après-senghorisme", beaucoup d'opposants n'ont pas hésité à rechercher une véritable alliance contre nature avec les marabouts. Ainsi, l'ancien président Mamadou Dia, qui, lorsqu'il était chef du gouvernement, mit au pas les confréries, a totalement changé de politique, essentiellement par considération tactique, pour utiliser cette force potentielle.

En février 1980, lorsque mourut à Dakar, à l'âge de plus de cent treize ans. El Hadj Sidi Nourou Tall, petit-fils du grand conquérant malinké El Hadj Omar qui s'était opposé à la conquête coloniale française, *Andé Sopi* ("En avant"), journal de Mamadou Dia, partit en guerre contre le gouvernement en ces termes : *"Le pouvoir s'est précipité pour exploiter cet événement. On était en droit de s'attendre à plus d'égards de la part d'un pouvoir qui lui doit beaucoup, et dont on se rappelle qu'il avait décrété des deuils nationaux pour André Pëytavin et Emile Badiane..."* (1).

*"A chaque fois que l'opposition a voulu utiliser l'islam, ce fut un échec",* nous dit M. Habib Thiem, aujourd'hui premier ministre, qui nous rappelle les anciens déboires d'Ahmadou Lamine-Guèye dans ses controverses avec M. Senghor, puis ceux, plus récents, de M. Mamadou Dia. On ne peut toutefois nier que l'islam constitue une des données permanentes de l'**histoire** politique du Sénégal. C'est *Promotion*, organe de l'opposition, qui se qualifie lui-même de "journal objectif" (sic) dans son bandeau de présentation, qui écrit (2) : *"Il n'en reste pas moins que le président Senghor entretient avec les marabouts des rapports privilégiés particulièrement suivis, car l'enjeu politique du Sénégal est entre les mains de ces derniers. Nul militant P.S. ne pourrait, n'oserait même, nous démentir à dire que, sans le soutien effectif des chefs religieux, aucun régime au Sénégal ne saurait s'imposer à la nation..."*

Leader du Mouvement républicain sénégalais (M.R.S.), Me Boubacar Guèye (qui a déposé les statuts de son parti en juillet 1977, mais dont l'existence légale n'a été reconnue qu'en février 1979) a été crédité - par ses adversaires politiques - d'un projet de création d'une "République islamique". S'il admet volontiers être le leader d'un "*parti de droite*", il se défend en revanche de tout projet de ce genre parce qu' "*anticonstitutionnel, comme tout ce qui est basé sur l'ethnie et la religion*". Mais il insiste : *"La religion est la préoccupation essentielle des Sénégalais. Elle est inséparable de notre vie quotidienne, donc de notre vie politique... Je ne suis ni mouride, ni tidjane, ni quadriya ; je suis musulman orthodoxe. C'est pourquoi le M.R.S. a intégré la religion à son programme..."*

**Tidjanes et mourides.**

NUMERIQUEMENT, ce sont les tidjanes qui constituent le groupe le plus important. On estime leur nombre à environ un million et demi, ce qui signifierait que près d'un Sénégalais sur quatre est tidjane - comme le président Abdou Diouf lui-même. Ils sont particulièrement nombreux dans la presqu'île du Cap-Vert, dans la région de Thès, à Tivaouane, leur ville sainte où réside El Hadj Abdoul Sy, leur calife général, à Kaolack, important centre de traite de l'arachide.

Créée en Mauritanie, il y a un siècle et demi, la secte des tidjanes a beaucoup essaimé durant l'époque coloniale et gagne encore aujourd'hui de nombreux adeptes. La commémoration annuelle de la fête du Mouloud - naissance du Prophète - est l'occasion d'un grand rassemblement (le gamou), à Tivaouane. Curieusement, le calife général se défend de tout esprit de compétition à l'égard des mourides. Bien plus, il insiste à dessein sur l'unité de l'islam lorsqu'on l'interroge sur ce qui fait la spécificité des croyances de ses fidèles, et affirme se tenir à l'écart de la politique.

Moins nombreux que les tidjanes, les mourides n'en occupent pas moins une place capitale sur l'échiquier politique sénégalais. Cette confrérie est en effet originaire du pays, où elle a été fondée par Cheikh Amadou Bamba, auquel les autorités coloniales ont infligé deux exils successifs, lui conférant ainsi l'auréole du martyr.

Sous couvert de religion, les chefs mourides contrôlent pratiquement la plus grande partie de la culture de l'arachide, principale ressource du Sénégal, exerçant un pouvoir à la fois spirituel et temporel qui puise sa force dans la richesse tirée de l'agriculture. M. Abdou Lahad Mbacke, calife général des mourides, est un homme très riche, et beaucoup d'autres marabouts mourides sont dans son cas. Il réside généralement à Touba, véritable capitale culturelle et religieuse du mouridisme, où se tient chaque année le grand *magal*, réunion au cours de laquelle plusieurs centaines de milliers d'adeptes viennent lui rendre hommage.

Porte-parole des petits agriculteurs sénégalais, le calife général des mourides est une puissance politique. Devant ses visiteurs étrangers, il nie cette évidence, aimant à répéter lorsqu'il consent à les recevoir : *"Si cette maison m'appartient vraiment, alors qu'on s'abstienne d'y parler politique..."* Lui aussi refuse de répondre lorsqu'on lui demande ce qui distingue le mouridisme de la secte tidjane et de la secte quadrya, ou plutôt il s'exprime en parabole : *"Regardez cette chambre. Elle possède trois portes. On peut y accéder par celle que l'on veut, mais tous se retrouvent ensemble à l'intérieur..."* Même s'il admet que : *"Celui qui gouverne doit discuter avec moi"*, il proteste aussitôt : *"Je ne regarde qu'en Dieu... Le choix d'un gouvernement n'est pas mon affaire..."*

Tel n'est pas le point de vue de Cheikh Fall, ancien P.-D.G. de la compagnie multinationale Air Afrique, mouride lui-même, auquel la rumeur publique prêta, en 1973, l'intention de renverser M. Senghor. Se considérant toujours "en réserve de la République", il souligne volontiers que les traditions orales mourides insistent sur le fait que, *"à un moment donné, le maître des destinées du Sénégal sera un mouride"*. Sera-t-il celui-là ? Il sourit et l'esquive : *"L'islam sénégalais est raisonnable et attentiste. C'est une force politique réelle qui n'a pas besoin de bruit ni d'éclat pour se manifester. Bamba a dit que le mouridisme serait un jour au pouvoir ici... Ce moment est proche..."*

Contrairement aux tidjanes, et surtout, aux mourides, ni les layènes ni les niassènes, ni la quadrya ne sont encore, à aucun moment, entrés dans l'arène politique. Mais l'évolution en



cours à Dakar peut les amener à sortir de leur réserve, comme elle peut inciter certaines personnalités religieuses à faire de même. Les récentes émeutes du Nigéria qui ont causé la mort de plus d'un millier de personnes à Kano, au cours de la deuxième quinzaine de décembre, sont là pour témoigner qu'à tout moment l'islam peut servir de catalyseur à de brutales explosions de violence. De même, les ingérences libyennes dans nombre d'Etats riverains du Sahara prouvent que le colonel Khadafi songe à utiliser l'islam pour servir certains de ses desseins politiques. C'est du moins ce que perçoivent beaucoup de chefs d'Etat africains qui ont purement et simplement rompu leurs relations diplomatiques avec Tripoli, comme le Sénégal, le Gabon ou la Gambie, ou qui s'opposent pied à pied à toutes les initiatives libyennes dans leurs pays respectifs, tels le Mali, le Niger ou la Mauritanie.